

15 février 2015

Québec : La lutte contre l'austérité **De la souveraineté de l'assemblée générale à la « grève sociale » en passant par la « grève inversée »**

Se basant sur de savants calculs, l'économiste Pierre Fortin, qui jugeait que « [l]e programme d'austérité du gouvernement Couillard est le bienvenu [...] condition toutefois que le gouvernement ne fasse pas dans la précipitation »¹ et qui a conseillé autant les gouvernements du Parti libéral que celui du PQ, affirme que « [l]e Québec est l'un des États qui mène les politiques d'austérité les plus sévères parmi les pays riches. » L'économiste « a comparé le "degré d'austérité" du Québec à celui d'une douzaine de pays développés, dont la France, les États-Unis et l'Allemagne. Du lot, seuls le Japon et l'Australie ont des politiques budgétaires plus austères que celles du Québec »². La liste des mesures d'austérité est en effet impressionnante³. Et ce n'est pas fini puisque le gouvernement des Libéraux doit identifier un autre milliard \$ de coupures à inclure au prochain budget qui sera présenté d'ici un mois ou deux⁴.

Devant une telle offensive de « rigueur », dixit le gouvernement, celui-ci souligne qu'elle n'est pas austérité puisque elle n'est pas (encore) comparable à ce qu'a subi la Grève dans les derniers cinq ans — allez-y, frappez encore, on vous tend l'autre joue! — puisque les coupures se comptabilisent en termes de baisse en dollars corrigés de l'inflation et non en termes de baisse de dollars nominaux. Heureusement, le degré d'endettement public du Québec ne se compare pas (encore) à celui de la Grèce tant en termes de ratio au PIB, de détention des titres de la dette en dehors du Canada ou de taux de croissance de ce ratio⁵. Mais à force d'hémorragie dans les paradis fiscaux sur tapis roulant bancaire⁶, de baisse de l'imposition des individus à revenus élevés⁷, des profits et du capital et de soutien à la « relance économique »⁸, on y arrivera! Heureusement, le peuple québécois, averti par la tragédie grecque, n'attend pas l'heure fatidique.

Sauf que la riposte qui a débuté en lion durant l'automne 2014 tourne en rond depuis lors. Entre la colère populaire et un nouveau Printemps érable jusqu'à la « grève sociale » se dressent non seulement la crainte de la répression étatique, avec sa loi sur les services essentiels, mais aussi la toute puissance de la bureaucratie syndicale gourmande de « paix sociale ». Une bonne dose de démocratie syndicale et populaire pourrait créer les conditions de solidarité à la base pour vaincre la peur et la confusion semée par la collusion du gouvernement et de la bureaucratie syndicale. Il n'est pas sûr que l'extrême-gauche libertaire y contribue. Cependant, de courageuses militantes syndicales commencent à explorer le chemin de la « grève sociale » réellement existante avec la « grève inversée » dans les secteurs de la santé et des services sociaux que les syndicats de l'enseignement et la gent étudiante seraient en mesure d'appuyer avec ses grèves pro-actives de blocage et de manifestations gigantesques avec l'ensemble du mouvement syndical et populaire.

De bons sentiments sans débats

Au Cégep du Vieux-Montréal, le 4 février, environ 300 personnes, surtout étudiantes,

1 Isabelle Porter, [Philippe Couillard sur la bonne voie économique, dit Pierre Fortin](#), Le Devoir, 21/11/14

2 Jonathan Trudel, [Le Québec, un champion mondial de l'austérité](#), L'Actualité, 11/02/15

3 CSN, [Impact, L'austérité détruit](#), Refusons.org, sans date

4 Denis Lessard, [Un dernier milliard à sabrer par Québec](#), La Presse, 15/01/15

5 Éric Desrosiers, [Le Québec n'est ni la Grèce ni le Portugal](#), Le Devoir, 26/11/14

6 Frédéric Zalac, [Des fortunes canadiennes à l'abri de l'impôt en Suisse](#), Radio-Canada, 8/02/15

7 France Bibeau, [Au Québec, les inégalités se sont accrues](#) (graphique 7), IRÉC, 11/14 : « Une étude récente de l'ISQ [Institut de la statistique du Québec] démontre qu'à partir de la fin des années 1990 la fiscalité a été un élément important de croissance des inégalités... »

8 Julien Tousignant, [Les entreprises aussi ne font pas leur juste part](#) (graphique 6), IRÉC, 11/14

remplissaient à craquer la cafétéria des professeurs. Elles étaient venues entendre huit personnes impliquées dans le mouvement de riposte contre l'austérité et contre les hydrocarbures et discuter entre elles en autant qu'on puisse le faire à quelques centaines. La soirée était l'initiative des comités Printemps 2015⁹ — notez le pluriel — , organisés très horizontalement et sans porte-parole et composés me semble-t-il surtout d'étudiants de tendance libertaire liés à l'ASSÉ. Printemps 2015 appelle à une ambitieuse riposte gréviste, étudiante et si possible travailleuse, à partir du 21 mars prochain, plan d'action¹⁰ que l'on compte faire adopter lors de l'assemblée générale de l'ASSÉ, les 21 et 22 février prochain, en amendement à la proposition de l'ASSÉ de faire une grande manifestation le 2 avril prochain que l'on suppose accompagnée d'une grève étudiante et à laquelle on invite de possibles syndicats du secteur public en grève.

Cette assemblée non sectaire a donné la parole à des représentantes et représentants, à part égale, du CSSS-Laval, de la Coalition pour la libre négociation (contre la loi 3 déjà adoptée sur les retraites du secteur municipale et des transports publics), de l'association des Profs contre la hausse datant du Printemps érable et récemment remise sur pieds, de Tache d'huile qui « *solidaire des organisations similaires dans le golfe du Saint-Laurent, aux Îles-de-la-Madeleine et à Anticosti... informe et mobilise sur le dossier des hydrocarbures en Gaspésie* »¹¹ et de Printemps 2015. Mais la majeure partie du temps, les personnes présentatrices n'ayant que sept minutes chacune bien minutées, a été consacrée aux brèves interventions, plutôt masculines, de la salle.

D'entrée de jeu, la présentatrice a souligné que les assemblées générales de Printemps 2015 étaient des lieux d'échange non décisionnels, donc sans proposition ni amendements. Les décisions étaient la responsabilité de comités autonomes (ex. éducation, environnement, communication...) déléguant à un comité de suivi qui comporte aussi des déléguées régionaux (ex. Québec, Montérégie, Estrie). Ce mode de fonctionnement a permis la plus grande liberté d'expression dans l'assemblée générale mais comme davantage une suite de monologues très sommairement liés les uns aux autres, ce qui a peu permis de faire avancer stratégie, tactiques et revendications au-delà des non à l'austérité et aux hydrocarbures. Cette absence d'encadrement des comités, surtout celui de suivi, laisse les mains libres aux super-militants.

L'introuvable démocratie

On évite certes une certaine lourdeur de procédures et peut-être de durs débats dus à une grande pluralité de tendances politiques en présence. C'est là tuer la démocratie dont l'épine dorsale est la souveraineté de l'assemblée générale, pour l'amour d'une fausse harmonie. À la longue, ces pseudo assemblées générales, une fois épuisé le stade initial *good feeling* de la mise en commun des idées d'individus dispersés, s'étiolent. Reste l'oligarchie opaque de comités cooptés, très mâle la plupart du temps, qui ne rendent de compte à personne. On objectera que le mouvement Occupy est allé dans l'autre direction en instituant une assemblée générale souveraine sur tout, sans comités, y compris pour sa propre coordination. Ce ne fut qu'apparence cachant une inévitable coordination opaque. Il fallut d'ailleurs assez rapidement réinstaurer officiellement comités de travail et de coordination. Le nouveau mouvement étasunien contre la violence policière envers les Afro-américains a tiré les leçons du mouvement Occupy auquel plusieurs de ses militants ont participé¹². Il est troublant d'apprendre que Profs contre la hausse fonctionne sur le même principe des groupes *affinitaires*.

9 Voir le site de Printemps 2015 « [Contre l'austérité, oser lutte c'est oser vaincre](#) »

10 [Proposition de campagne](#), site de Printemps 2015, 13/01/15

11 [Site web](#) de Tache d'huile

12 « *Si certains d'entre ceux impliqués dans le mouvement Black Lives Matter ont fait leur première expérience de mouvement de masse avec Occupy Wall Street, ils semblent maintenant en avoir tiré la leçon qu'un mouvement a besoin d'une organisation démocratique, une liste de demandes et une stratégie en mesure de les atteindre. S'ils ne veulent pas de dirigeant traditionnel, ils sont intéressés par la création d'une direction inclusive, démocratique et collective.* » (Dan La Botz, [United States: Black Lives Matter Gathering Points to a New Direction for the Movement](#), ESSF, mis en ligne le 8/02/15, ma traduction)

Ce mode de fonctionnement inspiré de plusieurs grandes organisations sans but lucratif (ONG) et né avec le mouvement altermondialiste y a permis la cohabitation temporaire des sociaux-libéraux et des anticapitalistes en passant par les antilibéraux. Une fois consommé le feu de paille initial, les controversés débats stratégiques et politiques ont été mis sous le tapis au profit d'un faux-semblant radicalisme idéologique et de la « *diversité des tactiques* », évacuation suprême du débat démocratique sur la tactique, donnant la vedette médiatique à l'affrontement des forces policières contre les casseurs pour le grand bénéfice idéologique de la bourgeoisie. Mais rendons à César ce qui lui revient. L'altermondialisme a été le véhicule de la renaissance de l'internationalisme dont le relais a été pris par la mouvance des Indignés/ Occupy qui nous a laissé le précieux héritage idéologique du retour sur le devant de la scène du discours de classe sous la forme édulcorée du 99% contre le 1% mais qui n'a pas su cependant se dégager de *l'horizontalisme*. Est-ce que le développement d'un mouvement de solidarité avec Syriza et éventuellement avec Podemos, pour faire oublier l'effarant manque de solidarité avec le peuple syrien, pourrait être une nouvelle étape de cet internationalisme du XXI^è siècle?

La structuration à deux étages de Podemos — les cercles de base issus du mouvement des Indignés ayant une faible interface Internet avec la direction très centralisée autour du « secrétaire général » — origine d'un collage non abouti entre l'horizontalisme et le chavisme. Ce collage contradictoire permet pour un temps à la fois d'édulcorer la radicalité du programme initial pour des fins électoralistes tout en convoquant de grandes manifestations en appui à Syriza¹³. Quant à Syriza, la gauche au sein du parti s'est à ce point renforcée juste avant les élections que sa direction n'a pas hésité à manœuvrer : « *Cela explique pourquoi Tsipras et la direction du parti n'ont pas convoqué de réunions du Comité central jusqu'aux élections. Ils ont réussi à s'en tirer mais la pression à l'intérieur du parti à propos de la démocratie est forte et se renforce. La direction apparemment envisage une réorganisation du parti, ce qui signifierait une nouvelle conférence très bientôt et l'élection d'un nouveau Comité central. Tsipras peut espérer ainsi changer l'équilibre des forces à l'intérieur de SYRIZA au détriment de la gauche et en sa faveur* »¹⁴

Il reste un peu de cette tension, qui survit à l'électoralisme, dans le mode de fonctionnement évolutif de Québec solidaire. Par exemple, le processus de construction du programme commence par un aggiornamento sans vote avant de suivre la traditionnelle procédure de démocratie formelle partant du haut de la pyramide. Suit un premier tamisage par le passage du programme à la plate-forme. Par exemple, le rejet du marché du carbone présent dans le programme ne l'est pas dans la plate-forme ce qui permet à la direction du parti de l'ignorer malgré l'implantation de ce marché par le Québec. Vient ensuite un second tamisage par le discours public du parti (communiqués de presse, interventions des porte-parole). Par exemple, la direction du parti ignore les points de la plate-forme concernant les fermetures de lieux de travail ou les congédiements massifs (ex. Électrolux et Target), ou ceux sur la nationalisation ou encore la revendication de la gratuité du transport public sur dix ans... sauf à acquiescer sans insister quand ces enjeux sont soulevés par un animateur ou un intervieweur. Si la tendance se maintient, Québec solidaire ne transformera pas plus le Québec que le NPD ne l'a fait en Saskatchewan ou en Colombie britannique ou au Manitoba. Mais cette tendance n'est pas achevée et elle pourrait s'inverser si la gauche anticapitaliste en son sein se réveillait advenant une « grève sociale ».

L'éternelle tension entre démocratie directe et démocratie représentative

On reconnaît le mouvement du pendule contre le dévoiement de la démocratie tant à droite qu'à gauche. À droite, l'argent et le pouvoir, en particulier médiatique, ont réduit la démocratie à un marketing des chefs pas toujours charismatiques et souvent mal élus qui concentrent de plus en plus de pouvoir en leurs mains. À gauche, les bureaucraties syndicales et partidaires la réduisent

13 Jesús Jaén, [Podemos marches for change](#), SocialistWorker.org, 11/02/15

14 Antonis Davanellos et Sotiris Martalis, [SYRIZA, socialists and the struggles ahead](#), 11/02/15, Socialist Worker, ma traduction

à un exercice formel soumise au consensus verticaliste. Heureusement, les forts mouvements d'opinion ont encore l'espace pour briser cette carapace systémique. Syriza a brisé la première digue de l'Argent pour conquérir la quasi majorité parlementaire, à bien distinguer du pouvoir, mais brisera-t-elle celle de la bureaucratie qui la taraude, elle et le mouvement syndical, afin de libérer l'auto-organisation populaire seule capable de provoquer un tsunami balayant la dictature du créancier et de l'exploiteur. Il arrive même, comme des révolutions arabes l'ont démontré, que ces grandes vagues de fond emportent les dictatures tout court, du moins leur enveloppe.

Toutefois une révolte qui fait table rase n'est pas une révolution qui reconstruit. Autrement le vieux vin revient tôt ou tard dans les nouvelles outres. Avant d'être écrasé par le stalinisme, la démocratie soviétique avait innové. Sans doute faut-il l'irriguer du suffrage universel. Les nouveaux moyens de communication ouvrent des possibilités nouvelles pour cette synthèse. Des expériences sont à faire, d'abord dans nos organisations, ce qui est à notre portée. Mais il faut bâtir sur l'acquis des victoires passées, pas sur leur liquidation. La démocratie représentative, même sur la base d'un maximum de démocratie directe, reste incontournable. Il est plus facile aujourd'hui de la rendre transparente et redevable de sorte à mater la gangrène bureaucratique et carriériste. Il s'agit de rendre effective et réelle la souveraineté de l'assemblée générale ou de son équivalent, pas de la liquider. Paradoxalement, le pouvoir soit de l'argent, soit de la bureaucratie, soit de l'horizontalisme aboutit à marginaliser la souveraineté de l'assemblée générale... même, dans le cas d'Occupy, en la survalorisant. La mobilisation contre l'austérité conservatrice/libérale pose immédiatement la résolution de la question démocratique dans nos rangs.

La préparation au combat n'a pas encore franchi le seuil de la grève

Les bureaucraties syndicales commenceraient-elles à réaliser, sans en tirer les conséquences, que le temps de la concertation est terminé? Il serait temps après les coups fourrés de 2005 et de 2010 envers la base syndicale. Lors du Printemps érable, les directions syndicales avaient tenté de faire digérer un accord boiteux aux directions étudiantes puis avaient fermé la porte à la « grève sociale »¹⁵. Cet acquiescement à la nécessité de mobilisation de grande ampleur, du moins sporadique, a pavé la voie à un plan d'action conjoint avec l'ensemble du mouvement social sans exclusive, y compris la Coalition mains rouges et l'ASSÉ¹⁶. On peut peut-être voir là une influence combinée de l'intensité des mesures d'austérité et de l'espoir suscité par la victoire du parti Syriza en Grèce. Une première à souligner... à condition d'avoir la réjouissance tranquille faute de preuve tangible sur le terrain.

Ce plan d'action concocté par en haut récuse la grève, sauf la « grève sociale » par les seules organisations populaires, un succédané bien limité malgré toute sa sincérité, sous prétexte d'impréparation de l'opinion publique. Comme si le meilleur moyen pour convaincre le peuple travailleur que le temps de la morosité est terminé ne soit pas justement de donner le signal d'un mouvement gréviste se développant en escalade rapide. Il y a déjà eu deux grandes manifestations à la fin octobre puis à la fin novembre 2014 dont une accompagnée d'une grève étudiante partielle. À refaire encore et encore la même recette, on dégoûte même les fins gourmets. Il faut passer rapidement à une escalade gréviste.

On peut certes demander au mouvement étudiant, surtout à l'ASSÉ, fort de l'expérience du Printemps érable, d'amorcer le mouvement gréviste. Même la FEUQ invite à « *marcher pour l'éducation* » le 28 février prochain à Montréal¹⁷. Il faut cependant que le mouvement syndical commence à se mouiller car le Printemps érable a aussi démontré les limites d'une grève générale étudiante... même illimitée comme veut le répéter le mouvement Printemps 2015 ce 21 mars-ci si

15 Voir mon texte « [Québec : un printemps érable prolétarien en vue ? – De la grand manif du 29 novembre à la « grève sociale](#) », ESSF, 16/11/14

16 Brian Myles, [Refusons l'austérité entame la bataille de l'opinion publique](#), Le Devoir, 9/02/15

17 FEUQ, [Le 28 février : marchons tous ensemble pour l'éducation !](#), 3/02/15

l'assemblée générale de l'ASSÉ de la fin février y consent¹⁸. Il y a ici une tentation gauchiste qui pourrait être casse-gueule. Ne vaut-il pas mieux voir le 2 avril comme un exercice de réchauffement et d'avertissement pour le premier mai?

À l'assemblée générale de Printemps 2015, la représentante de Profs contre la hausse nous apprenait qu'il est question d'une grève à brève échéance par les professeurs de l'UQAM et qu'existe un réseau social de 18 000 « profs contre l'austérité ». Le représentant de la Coalition pour la libre négociation affirmait que ses membres se fondraient dans un mouvement d'ensemble. La représentante du CSSS-Laval que leur syndicat et ceux de l'hôpital Ste-Justine, des CSSS Ahuntsic-Montréal-Nord et Bordeau-Cartierville discutent de « grève inversée »¹⁹ (sans compter les votes ou référendum de grève qui se prennent un peu partout en fonction de l'échéance de la convention collective du 1^{er} avril prochain). Un autre représentant du CSSS-Laval a expliqué que l'imprudence de leur employeur local, qui avait concentré les coupures dans quelques services sensibles avait provoqué une forte réaction amenant éventuellement la cause devant le Conseil des services essentiels.

C'est cette épisode, ajoutée à une décision judiciaire sur les services essentiels favorable au syndicat en Saskatchewan, qui a donné l'idée de « grève inversée » ne respectant pas par le haut les services essentiels de sorte à démontrer que l'employeur ne les respecte pas d'une façon systématique. Ça ne sera pas une mince affaire que d'organiser une telle grève qui s'apparente à une occupation. Dans le secteur de la santé, elle suppose une collaboration serrée de toutes les professions, de la préposée jusqu'au médecin en passant par l'infirmière et les professionnelles. Tous et toutes ne sont pas malheureusement membres du Front commun mais toutes et tous sont en colère contre le gouvernement et veulent répondre au mieux aux besoins publics. Le cas échéant, ce pourrait être l'occasion de rationaliser la paperasse en autant qu'elle est plus utiles au contrôle bureaucratique qu'à la qualité du service. Faut-il ajouter qu'une telle grève implique une information de la population par pamphlets, réseaux sociaux et médiatiquement. Ce concept s'applique aussi dans les services sociaux mais moins dans l'éducation où la collaboration avec le mouvement étudiant, y compris au secondaire, ouvre la porte soit à des actions perturbatrices hors des lieux d'étude soit à une subversion des cours.

L'ennemi de classe encerle le fort syndical

Il faut être conscient que l'ennemi de classe a toujours l'initiative. Partant de l'ensemble des rapports sociaux, on constate que malgré le bienfaisant redoux dû à la victoire de Syriza, le vent glacial des attentats terroristes au Québec, au Canada et en France remet sur le devant de la scène les préoccupations sécuritaires et identitaires comme le démontre un sondage récent²⁰. Pire encore, ce sont les Conservateurs²¹, le PQ²² et la CAQ²³ qui se sont chargés de ce retour du pendule faisant de l'ombre à la scie, à la hache et au couteau du gouvernement des Libéraux. Les Conservateurs ajoutent à ce service à leurs alliés Libéraux québécois la mise au pas des syndicats de Poste Canada et de Radio Canada par de drastiques coupures qui ont réussi jusqu'ici presque sans coup férir. Faut-il se surprendre que malgré sa tonitruante politique d'austérité tout azimut, les sondages égratignent à peine le Parti libéral tout en laissant stagner Québec solidaire²⁴.

Astucieusement, les Libéraux mettent en œuvre, sans le dire, le mot d'ordre du précédent gouvernement libéral lors du Printemps érable avant de prendre d'assaut le noyau dur syndical :

18 Marco Bélair-Cirino, [Le scénario d'une «grève générale» à compter du 21 mars se dessine](#), Le Devoir, 31/01/15

19 Ariane Bouchard, [La grève a vu son ombre](#), Comité Stat, 1/02/15

20 Marco Fortier, [Feu vert à la lutte contre la «terreur»](#), Le Devoir, 9/02/15

21 Manon Cornellier, [La juste mesure](#), Le Devoir, 31/01/15

22 Alexandre Robillard, [Drainville demande plus de fermeté à Couillard contre l'intégrisme religieux](#), Le Devoir, 27/01/15

23 [Défendre nos valeurs contre l'intégrisme](#), Le Devoir, 9/02/15

24 Léger, [Intentions de vote au Québec](#), Le Devoir, 7/02/15

Chacun doit faire sa part. Il a commencé par baisser environ du cinquième les crédits d'impôt dont bénéficient les entreprises²⁵... tout en consentant aux plus grandes d'entre elles un congé fiscal²⁶ au nom de la « *relance économique* » sensée adoucir la pilule amère de la « *rigueur* ». C'est maintenant au tour des médecins et pharmaciens, composante de la petite bourgeoisie, couche supérieure de la dite classe moyenne appelée ainsi pour mieux l'amalgamer au prolétariat qui a encore un emploi stable payé raisonnablement et couper ce dernier de sa composante « précaire » qui ne cesse de s'accroître. Quant à elle, la loi 10 restructurant les services publics et parapublics vient de mettre au pas la petite bourgeoisie administrative des cadres de l'État²⁷.

Auparavant, ce fut le tour d'une certaine « aristocratie ouvrière ». Le Parti libéral a, pour l'instant, mis les syndicats municipaux les épaules au plancher en leur imposant une contre-réforme de leurs régimes de pension quitte à mentir sur le bilan financier des régimes²⁸. La Coalition pour une libre négociation n'a toutefois pas aidé sa cause en substituant de gros mots et de la casse²⁹ à une escalade vers une grève vite oubliée³⁰. Ce cul-de-sac l'a contrainte au final à s'en remettre aux tribunaux qui en plus de prendre un temps fou, ce qui laisse la démobilisation s'installer, penchent systématiquement à droite. De plus, elle prône une solution alambiquée en ne réclamant pas, par exemple, un impôt spécial compensateur sur le capital découplant les régimes de pensions de la performance des « marchés », que ce soit pour les REER, les régimes privés collectifs ou ceux publics de la Régie des rentes, laquelle performance attache le prolétariat à la rentabilité capitaliste. Finalement, comme son nom le suggère, la Coalition perpétue l'illusion de la négociation sans construire un rapport de forces. Tout ce cumul d'erreurs a peut-être à voir avec le caractère « aristocratie ouvrière » des syndicats de policiers et de pompiers, le fer de lance de cette coalition, plus près de l'idéologie de la propriété privée que celle de la solidarité prolétarienne, à bien distinguer de la solidarité corporative.

L'austère centralisation qui frappe davantage les régions éloignées y provoque un tollé, parfois jusqu'à inclure la Chambre de commerce, par exemple en Abitibi où 5 000 personnes viennent de manifester³¹. Pour calmer le jeu dans le Québec des banlieues éloignées et des régions, et chez les peuples autochtones, le Parti libéral temporise sur les enjeux du pétrole et du gaz sales. Suite à un dévastateur rapport du BAPE en décembre 2014, il a affirmé qu'il n'y aura pas d'exploitation du gaz de schiste³², ce qui est une évidence temporaire imposée par les forces du marché, mais sans en profiter pour au moins déclarer un moratoire même imparfait comme s'apprête à le faire le gouvernement des Libéraux du Nouveau-Brunswick³³. Le Parti libéral laisse entendre que le BAPE pourrait scruter toutes les facettes de l'oléoduc Énergie-est de Trans-Canada³⁴ alors qu'il laisse Trans Canada bloquer la mise en marche de l'enquête³⁵ pendant que le gouvernement fédéral, sur la base de documents unilingues³⁶, y va de la sienne laquelle n'examinera pas les risques climatiques³⁷. Astucieusement, il récupère le succès de la lutte pour la protection des bélugas du St-Laurent en affirmant qu'il n'y aura pas de port de transbordement à Gros-Cacouna³⁸, mais peut-être ailleurs au Québec, ce qui n'enlève rien aux inévitables risques d'accidents

25 Sylvain Larocque, [Réduction des crédits d'impôt: l'inquiétude est généralisée](#), La Presse, 6/06/14

26 Radio-Canada, [Québec annonce un nouveau congé fiscal pour les grands projets d'investissements](#), 10/02/15

27 Amélie Daoust-Boisvert, [Onde de choc chez les cadres de la santé](#), Le Devoir, 11/02/15

28 Radio-Canada, [Le déficit des régimes de retraite a fondu à 2,6 G\\$, 10/02/15](#)

29 Pierre-André Normandin et Marie-Michèle Sioui, [Saccage à l'hôtel de ville](#), La Presse, 18/08/14

30 Pierre St-Arnaud, [Loi 3: la Coalition pour la libre négociation promet un grand dérangement](#), La Presse, 16/10/15

31 Isabelle Porter, [Faire monter la sève de la contestation](#), Le Devoir, 14/02/15

32 Radio-Canada, [Pas d'exploitation du gaz de schiste au Québec, affirme Philippe Couillard](#), 16/12/14

33 Radio-Canada, [Le Nouveau-Brunswick présente son moratoire sur la fracturation hydraulique](#), 18/12/14

34 Steven Guilbault, [Énergie Est et GES, une question de cohérence](#), Métro, 8/12/14

35 Alexandre Shields, [TransCanada tarde à se plier aux exigences de Québec](#), Le Devoir, 12/02/15

36 Alexandre Shields, [Le CQDE exige plus de documents en français](#), Le Devoir, 10/02/15

37 Alexandre Shields, [Le fédéral devrait inclure les changements climatiques dans l'étude du pipeline](#), Le Devoir, 2/02/15

38 La Presse canadienne, [TransCanada devrait abandonner son projet de terminal à Cacouna, pense Couillard](#), Le Devoir, 10/02/15

environnementaux³⁹. Pendant ce temps, Enbridge annonce discrètement, sans réaction de Québec ni même du mouvement environnemental, qu'elle renversera le flux de son oléoduc en juin prochain⁴⁰. À contre-courant, Printemps 2015, à son assemblée générale, a donné la parole à une représentante de l'organisme Tache d'huile qui a souligné que l'industrie et les gouvernements veulent inclure le Québec dans une autoroute mondiale du pétrole bitumineux. À ce propos, il y aura une conférence à Québec à la mi-avril laquelle conférence devrait, suggère-t-elle, trouver sa place dans le cadre du plan d'action de Refusons l'austérité.

Le travail d'isolement et de désinformation presque achevé, le gouvernement libéral vise maintenant le cœur de la cible, le demi million de travailleuses de l'État. D'abord affaiblir leurs organisations se dit-il. Il vient, par la loi 10, d'imposer par la bâillon parlementaire une centralisation extrême des secteurs publics et para-publics obligeant à un bouleversement légal des structures syndicales. Non seulement cette restructuration en pleine lutte affaiblira-t-elle les syndicats des secteurs de l'éducation et surtout de la santé mais la loi 30 de 2003 combinée aux clauses de la convention collective imposera de très grands syndicats avec un appareil bureaucratique plus lourd et comportant proportionnellement moins d'élues et moins de temps de libération syndicale. Comme l'a souligné un représentant du CSSS-Laval à l'assemblée de Printemps 2015, il faut en attendre un intense et très diviseur maraudage dès cet automne, si ce n'est avant comme l'a souligné un intervenant, d'où la nécessité de démarrer dès ce printemps l'unificateur moteur gréviste. On peut toujours rêver que la bureaucratie syndicale s'autodiscipline mais il s'agit de son pain et de son beurre, ce qui pour elle passe avant l'intérêt de classe. L'exigence gréviste dès ce printemps ne peut venir que de la base, ce qui passe par une pleine démocratie des assemblées générales.

« Grève sociale » ou « dialogue social »

La grande coalition Refusons l'austérité a tenté de faire une démonstration de force à Québec ce 12 février tant en annonçant un plan d'action qu'en faisant devant le parlement, durant une petite heure, une manifestation laquelle « *n'a attiré que quelque 400 personnes, alors qu'un millier de personnes venait de quitter le Centre des congrès à quelques pas de là* ». Quant au plan d'action, ses deux points d'orgue, introduits par « *une semaine de perturbations économiques du 23 au 27 février* » annoncée depuis quelque temps par la Coalition mains rouge, seraient la confirmation de la manifestation planifiée par l'ASSÉ le 2 avril prochain et « *une série de manifestations dans les diverses régions du Québec le 1er mai* ». *Le collectif mise sur des actions en région plutôt que sur une grande marche nationale. "C'est plus facile de mobiliser sur une base régionale", explique le président de la CSN, Jacques Létourneau.* »

On peut se demander si cette grande coalition de l'ASSÉ à la CSD a vraiment rompu avec la grande illusion de la concertation en y ajoutant, pour combler la mesure, un zeste défaitiste : « *S'il ne se fait pas d'illusion sur les mesures déjà adoptées, Jacques Létourneau espère amener le gouvernement Couillard à modifier son agenda pour la suite des choses, comme l'a fait Jean Charest après les manifestations contre la réingénierie de l'État. Pour sa part, le président de la FTQ, Daniel Boyer, espère que le gouvernement Couillard ouvrira un "dialogue social" avec les organisations syndicales et la société civile.* »⁴¹. Il est pénible de constater que la grande coalition a accepté les conséquences drastiques du premier budget des Libéraux n'espérant qu'adoucir ceux du second. Passera-t-il comme une lettre à la poste sans mobilisation autre que symbolique?

Les revendications de la grande coalition Refusons l'austérité restent vagues sauf une pertinente mais minimaliste : « *"Nous l'avons dit plusieurs fois, le gouvernement pourrait par exemple décider de repousser le versement au Fonds des générations, une mesure sans aucun coût qui*

39 Thomas Gerbet, [Pipelines : une étude cartographie les risques pour le fleuve](#), Radio-Canada, 11/02/15
40 La Presse canadienne, [Enbridge croit pouvoir inverser le flux de l'oléoduc 9B d'ici la fin juin](#), Le Devoir, 7/02/15

41 Patrick Bellerose, [Refusons l'austérité: L'ASSÉ part en guerre](#), Huffington Post Québec, 12/02/15

permettrait de dégager un surplus de 227 millions de dollars" *soulignent-ils. Ils ajoutent* : "À l'heure où un scandale comme celui de la HSBC fait les manchettes, on est à même de réaliser à quel point il faut développer des moyens de lutter efficacement contre les paradis fiscaux. La révision de notre régime fiscal [...] passerait notamment par une refonte des avantages fiscaux favorisant les plus riches, une plus grande progressivité de l'impôt des particuliers et une imposition plus juste des grandes entreprises et des banques..." »⁴²

La Coalition mains rouges s'est incorporée dans la grande coalition par refus de tout sectarisme. A-t-elle renoncé pour autant à faire sa propre campagne et à lutter à l'interne pour que Refusons l'austérité fasse sienne sa réforme fiscale des 10 milliards \$⁴³? Au-delà du nécessaire slogan « Non à l'austérité », il faut des revendications à la fois crédibles, concrètes, précises et audacieuses pour mobiliser jusqu'à la « grève sociale ». La réforme fiscale de la Coalition mains rouges possède toutes ces qualités en plus d'être unificatrice et de répondre au contre-argument massue du financement. Peuvent s'y ajouter le refus de toute coupure quitte à permettre la flexibilité du réaménagement de postes, la croissance des emplois publics au moins au même rythme que celle de la population, la stabilisation des emplois précaires et leur transformation en temps plein, la croissance des salaires qui privilégie les bas salariés, l'indexation au coût de la vie, etc..

Mais la grande coalition Refusons l'austérité ne parle pas de grève. Il n'y a que le mouvement communautaire qui jongle avec l'idée d'une « grève sociale » à sa façon forcément très limitée. Pendant ce temps, le *momentum* des deux grandes manifs de l'automne s'étiolé. L'impact provocateur des épouvantables contre-offres patronales juste avant les Fêtes s'intériorise sans réaction massive dans la rue. Les bureaucraties syndicales reprennent le contrôle de la riposte en épuisant les troupes dans de petites actions sans perspective et en retardant les grands moments nationaux toutes et tous ensemble jusqu'à la « grève sociale ». La stratégie des directions syndicales, au-delà de crier à l'indignation tout en invoquant leur impuissance à cause de la loi des services essentiels, consiste comme toujours à provoquer un épuisement des troupes, surtout des militantes, afin de créer un espace pour soit accepter « le moins pire » comme en 2010 ou, comme en 2005, jouer au martyr victime d'une loi spéciale.

Est-ce que l'ASSÉ, et dans une moindre mesure la Coalition mains rouges, et encore plus l'organisation Printemps 2015 pensent être en mesure à partir de l'extérieur du mouvement syndical de changer la donne en termes de mobilisation? Une poignée d'élèves d'une école secondaire de Québec qui vient de manifester devant leur école invite certes à l'optimisme. Si la semaine de perturbations de la fin février propose une progression dans l'escalade, la manifestation du 2 avril paraît être un valable ballon d'essai, surtout si elle est accompagnée d'une grève étudiante, pour inviter les syndicats les plus prêts à se mobiliser à s'y joindre. (La proposition de Printemps 2015 de semaines de grève dès la fin mars paraît cependant pour l'instant décrochée de la réalité.) On pense en particulier aux syndicats des cégeps et des universités qui seront directement interpellés en cas de grève étudiante. La présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement de la CSQ regroupant les enseignantes du primaire et du secondaire, frappés durement par la volonté gouvernementale d'augmenter la taille des classes, « *dit ne jamais avoir vu une telle mobilisation* »⁴⁴. C'est ce que met aussi en évidence l'importance du réseau social « Profs contre l'austérité » déjà cité.

La direction de la FSSS-CSN veut tuer dans l'œuf la « grève inversée »

Qu'en est-il du noyau dur du Front commun, le secteur de la santé — en se rappelant que le syndicat des infirmières s'est exclu du Front commun et que les autres professionnelles de ce secteur sont dans un syndicat à part — en particulier les employés généraux syndiqués à la FSSS-

42 Collectif Refusons l'Austérité, [/R E P R I S E -- Le collectif Refusons l'austérité intensifie la mobilisation/](#), Telbec, 13/02/15

43 Coalition mains rouges, [Campagne 10 milliards \\$ de solutions](#), site web de la Coalition, sans date

44 Lisa-Marie Gervais, [La colère gronde](#), Le Devoir, 14/02/15

CSN? Au conseil fédéral de la FSSS-CSN des 10 et 11 février auquel participaient plusieurs centaines de militantes, cinq syndicats ont annoncé qu'ils détenaient déjà un vote de grève à une date indéterminée. Plusieurs autres sont en processus de le faire ce qui comporte pour les plus importants syndicats un référendum suivant une assemblée générale. Plusieurs syndicats sous le leadership du syndicat du CSSS-Laval envisagent une « grève inversée »⁴⁵ au moins dans des départements clefs comme l'urgence, à la fois pour retourner contre le gouvernement la loi des services essentiels et pour gagner l'appui de la population⁴⁶. Faut-il s'étonner que la direction de la FSSS-CSN décourage cette innovation susceptible de renforcer l'unité syndicale-populaire et contrant le conservatisme du plan d'action des directions syndicales, en particulier celui de la FSSS dont le cœur est une pétition contre la loi 10... déjà adoptée. Faut-il ajouter qu'un grand nombre de déléguées sont sorties de ce conseil fédéral quelque peu décontenancées et confuses.

Qu'à cela ne tienne. Plusieurs se sont dites qu'elles prendraient des initiatives locales... qui ont des limites. Mais on parle de se concerter par courriels et par conférences téléphoniques. L'idée dans l'air est que tous les syndicats locaux qui sont prêts agissent tous ensemble le même jour de sorte que la « grève inversée » ait un impact médiatique national. Reste que c'est toute une organisation et qu'il faut s'y mettre. Sont-elles isolées? Une forte minorité des déléguées avait appuyé une résolution du CSSS-Laval pour que le premier mai soit une journée nationale de perturbations. Au rassemblement des mille délégués de Refusons l'austérité deux jours plus tard, l'idée d'une grève générale fut soulevée par plusieurs intervenants⁴⁷. On peut penser que les « vétérans » des grèves étudiantes de 2005, et déjà de 2012, influencent les débats et sont en mesure d'apporter leur expertise organisationnelle et tactique.

La « grève inversée », sorte de grève-occupation comme celle menée par les employés de l'ALCAN au début de 2004 contre la fermeture de leur usine⁴⁸ finalement sabotée par la collusion entre la direction de la FTQ et du gouvernement, fait partie intégrante de ce qu'est une « grève sociale ». Elle serait la pointe de d'autres types d'action propres au « grèves sociales » telles les manifestations monstres à la mode du Printemps érable et les blocages de routes et de ports comme lors des « perturbations » du 11 décembre 2003 contre les « lois scélérates » du gouvernement Libéral de Jean Charest. Et pour casser l'austérité gouvernementale, il faudra bien pendre en compte que l'expérience sud-européenne et française nous apprend que que des grèves de 24 ou 48 heures ne suffisent pas... mais elles peuvent toujours être renouvelées par des assemblées générales quotidiennement convoquées, ce qui suppose une démocratisation radicale de la « grève sociale », c'est-à-dire imposer la pleine souveraineté des assemblées générales.

Une grève « normale » dans le secteur public ne peut pas frapper directement les profits du patronat. Elle frappe au contraire de prime abord des besoins essentiels de la population. Le gouvernement en profite pour retourner la population contre les syndicats ce qui justifierait la loi des services essentiels et les lois spéciales. D'où la nécessité de la « grève sociale ». Comme la « grève sociale » implique la mise en échec du noyau dur de la politique néolibérale étatique, elle se pose immédiatement, indépendamment des visions subjectives des unes et des autres, comme une grève politique. À un certain niveau de son développement, elle débouche sur la question du pouvoir. Inversement, affirmer dès maintenant la nature politique de la « grève sociale », donc de son potentiel anticapitaliste, doterait cette grève de l'horizon nécessaire pour lui fournir le supplément d'âme qu'il faut aux peuples pour renverser les montagnes du capital. Si la mobilisation atteint ce point d'inflexion, elle renouera avec les moments forts du Front commun de 1972, soit les occupations de villes moyennes et de certains moyens de communication lesquelles occupations ouvraient la porte d'une situation de double pouvoir.

45 Anne-Marie Provost, [Grève contre les coupes au printemps](#), Journal de Montréal, 20/01/15

46 Amine Esseghir, [Une grève au CSSS pour maintenir les services aux citoyens](#), Courrier Ahuntsic/Bordeaux-Cartierville, 2/02/15

47 Isabelle Porter, [Faire monter la sève de la contestation](#), Le Devoir, 14/02/15

48 Voir Radio-Canada, [Le Saguenay se mobilise contre la fermeture d'Alcan](#), 31/01/04; [Les travailleurs d'Alcan poursuivent l'occupation de leur usine](#), 3/02/04; [Les travailleurs d'Alcan rejettent massivement l'entente de principe](#), 10/02/04

La « grève sociale », clef d'une stratégie de la rue pour prendre le pouvoir

Tel est l'enjeu de la lutte contre l'austérité. Il n'y a pas de troisième voie. Défaire l'austérité, socle politique des trois partis bourgeois de l'Assemblée nationale, nécessite de renverser le gouvernement du Parti libéral sans s'en remettre à l'opposition officielle ou à celle en attente. La « grève sociale » sidère de peur non seulement les gouvernements dont le but est de défendre les intérêts du capital mais aussi les bureaucraties syndicales adeptes de la « paix sociale » pour préserver leurs privilèges. La peur bleue de perdre le pouvoir pourrait-elle conduire à des concessions drastiques comme au temps des « trente glorieuses »? La conjoncture de bas prix du pétrole et de baisse du dollar, favorable au Québec, et de reprise aux ÉU, y invitent. Il faudrait que la lutte contre l'austérité parvienne au seuil du pouvoir pour le savoir. L'expérience Syriza, à appuyer dans la rue, le Canada faisant bien partie du FMI créancier de la Grèce, sera à ce niveau révélateur. Sans intervention massive de la rue, un gouvernement de gauche dûment élu est-il en mesure de briser le moule de l'austérité de l'implacable troïka? Souvenons-nous que le Québec est le mauvais élève de la zone ALÉNA avec sa moins pire politique sociale et son haut taux de syndicalisation. Pour aplanir le terrain compétitif au ras des pâquerettes prévaut partout la solution autoritaire et répressive ressuscitant des morts, à divers degrés, l'extrême-droite sexiste et raciste se délectant de l'idéologie du « choc des civilisations ».

En Europe comme ici, le néolibéral régime de libre-échange globalisé incarnant la capitaliste loi de la concurrence impose la norme chinoise sans fausse solution protectionniste devenue outil identitaire de l'extrême-droite. Tel est le talon de fer du capitalisme réellement existant. La « grève sociale » n'est pas une question tactique mais stratégique. Elle nécessite le libre débat sans aucune entrave dans les structures syndicales et l'implantation résolue de la souveraineté des assemblées générales. Après l'échec espérons temporaire d'Offensive syndicale comme lieu de rassemblement de la gauche syndicale, manque cruellement un outil organisationnel indispensable pour accomplir ces tâches rudement difficiles. Se pourrait-il que ces militantes qui gravitent autour de la « grève inversée », en temps voulu, construisent à petits pas cette introuvable opposition syndicale organisée et publique qui au Québec a échoué tant de fois depuis une génération? Si la lutte contre l'austérité pouvait au moins déboucher sur une telle opposition bien installée et visible au sein du mouvement syndical et populaire, ce serait là un grand pas en avant et un ingrédient vital pour toute victoire maintenant ou plus tard.

Faut-il ajouter à quel point Québec solidaire pourrait soutenir ces syndiquées qui cherchent à concrétiser la « grève sociale » en promouvant la « grève inversée ». Peut-être au moins un humble communiqué de presse sur le sujet? Mieux, avec l'accord des protagonistes de la « grève inversée », une conférence de presse conjointe en bonne et due forme? Pour se hisser à ce niveau, il faudrait bien sûr épouser une conception pro-active de ce qu'est un parti de la rue et, par le fait même, rompre l'alliance tacite avec les bureaucraties syndicales. Ce virage tôt ou tard remettrait en question la très forte tendance au verticalisme électoraliste du parti pour une restructuration axée sur les mouvements sociaux et la prédominance du congrès et du conseil national comme lieux de réel pouvoir.

Last but not least en découlerait un tournant stratégique dont le fil de plomb serait, par le chemin sinueux de la « grève sociale », l'indépendance pour exproprier la banque et pour sauver la langue afin d'atteindre le plein emploi écologique. La stratégie réformiste de l'assemblée constituante pour (peut-être) faire l'indépendance en serait reléguée au niveau du complémentaire changement institutionnel sans cependant s'enliser dans l'irréaliste course à obstacle de trois élections/référendum successifs donnant tout l'espace voulu à l'ennemi de classe pour écraser le processus manu militari s'il le faut comme en 1970.

Marc Bonhomme, 15 février 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca